



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Agreste

Données

Midi-Pyrénées



Numéro 49 - août 2008

Réseau d'information comptable agricole 2006 en Midi-Pyrénées

La conjoncture 2006 a permis une amélioration des trésoreries des exploitations régionales sans que cela se traduise par une hausse des investissements. Par exploitation, ils sont inférieurs de 25 % à la moyenne nationale et même de 44 % pour les exploitations céréalières. Les niveaux d'endettement sont restés stables et inférieurs aux ratios français. En dépit de bonnes conditions de marché pour les productions régionales, le taux de valeur ajoutée moyen, en comparaison de celui des exploitations des autres régions, montre une moindre efficacité des moyens de production. Cette situation est préjudiciable à notre agriculture au moment où la production est fortement sollicitée par les marchés internationaux.

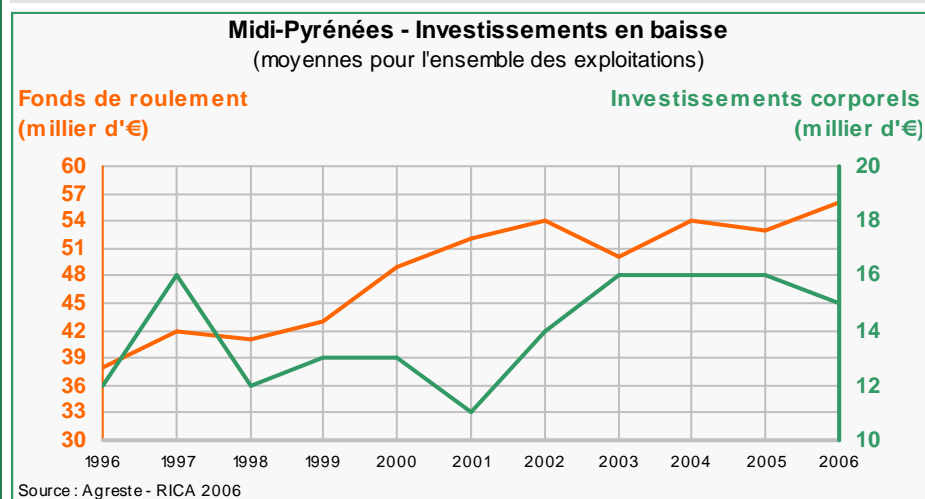
Meilleures trésoreries mais moindre efficacité des moyens de production

Amélioration des trésoreries

En 2006, l'observation des bilans comptables des exploitations de l'ensemble des types d'orientations montre une baisse de 4 % du montant des investissements (corporels y compris foncier agricole) malgré une amélioration de la trésorerie sous l'effet d'une hausse générale des cours des matières premières agricoles. En effet, la trésorerie nette des exploitations de Midi-Pyrénées, c'est à dire le solde entre le « disponible » et « l'exigible » à court terme est en forte hausse. De même que le fonds de roulement¹ des exploitations régionales, qui a progressé de 7 %, en moyenne, par rapport à l'année précédente. La valeur de l'endettement des exploitations régionales est restée globalement stable, diminuant même en ce qui concerne les dettes à long et moyen terme. Le taux d'endettement moyen est de 31 %, soit 6 points de moins que la moyenne française. Cette évolution s'est particulière-

ment manifestée dans l'orientation **fruitière**, dont le fonds de roulement a progressé de 57 %, mettant un terme à la spirale déficitaire des années précédentes. De plus, ces exploitations ont légèrement diminué leur endettement à long et moyen terme, confirmant que l'accroissement de leurs ressources stables est directement lié à celui de leurs capitaux propres. Les investissements, de l'ordre de 15 000 euros en moyenne par exploitation, sont en recul par rapport à l'année précédente, mais en arboriculture les gros investissements s'effectuent par période, au rythme du renouvellement des plantations. Le taux d'endettement global des arboriculteurs est en légère diminution tout en restant élevé (40 %). Le besoin en fonds de roulement¹ permettant de financer le cycle d'exploitation est largement couvert par le fonds de roulement, donnant une trésorerie nette positive (8 500 € en moyenne par exploitation). Les éleveurs **bovins-viande** enre-

1 : définitions en page 2



gistrent eux aussi une amélioration de la valeur de leurs fonds de roulement (+ 11 %), en raison d'une trésorerie nette positive en fin d'exercice alors qu'elle était négative en 2005. Cette évolution a permis une diminution de l'endettement à long terme ainsi qu'à court terme et le taux d'endettement n'est que de 25 %. A la différence de la tendance globale régionale, les investissements progressent dans cette orientation, principalement en raison de la poursuite de la mise aux normes des bâtiments d'élevage.

Il en est de même pour les élevages **ovins-lait**, qui enregistrent une consolidation de leur fonds de roulement avec un niveau d'endettement à long terme en baisse de 10 %, tandis que les investissements ont continué de croître en 2006.

En revanche, les exploitations **céréalières** qui affichent également une embellie de leur trésorerie et de leur fonds de roulement, investissent peu et leur endettement diminue avec un taux moyen de 30 %.

A l'opposé de ces situations financières favorables, les exploitations **laitières** affichent, à nouveau, un fonds de roulement et une trésorerie nette négatifs en fin d'exercice. Malgré tout, la situation s'est sensiblement améliorée grâce à la hausse des subventions d'exploitation (+ 17 %) mais le prix du lait est encore resté bas en 2006.

Quant aux élevages **ovins-viande**, leur situation financière a continué de se dégrader en 2006 avec un fort déficit du fonds de roulement (- 2 400 €). Leur taux d'endettement est parmi les plus élevés des orientations régionales (34 %). L'amélioration de la trésorerie nette provient d'une diminution des achats d'approvisionnement et des charges financières. Leur résultat reste faible, la hausse de leurs subventions n'ayant pas compensé la baisse des cours.

Les **résultats d'activité** sont mesurés par la capacité d'autofinancement, laquelle progresse en

moyenne de 16 % pour l'ensemble des exploitations régionales avec des évolutions contrastées selon les orientations. Comme pour les éléments de bilan, l'amélioration concerne, en premier, les arboriculteurs, tandis que les éleveurs laitiers subissent une diminution. Ceci est en relation avec les évolutions plus ou moins favorables des prix des produits agricoles en 2006 sur l'équilibre financier des comptes de résultat et, par conséquent, sur l'autonomie financière des exploitations.

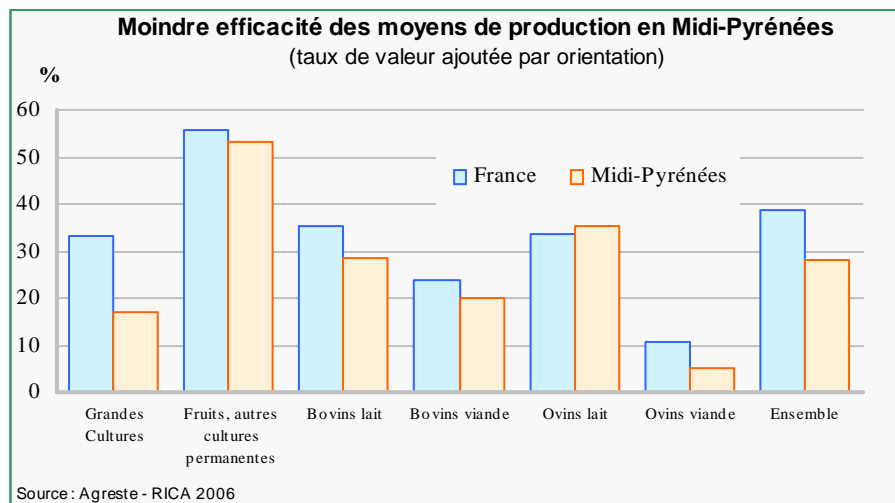
Moyens de production peu efficaces, même en bonne année

Malgré de bonnes conditions de marché en 2006, le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée à la production) est inférieur de dix points à la moyenne française, mettant en évidence une moindre efficacité globale des consommations intermédiaires dans les exploitations agricoles en Midi-Pyrénées. Le « décrochage » d'efficacité des moyens de production est significatif pour les exploitations de grandes cultures avec un taux de valeur ajoutée de 17 % alors qu'il atteint 33 % dans les exploitations de ce type en région Centre, soit un écart de 16 points contre seulement cinq en 2005. Il en est de même pour les

élevages bovins-viande de la région avec un taux de 20 %, celui des exploitations de Bourgogne étant de 28 %. Seules les exploitations fruitières ont un ratio proche de la moyenne nationale, bien qu'étant inférieur de dix points à celui des exploitations de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette situation révèle une modernisation technique et commerciale du verger régional, déjà constatée lors de l'enquête sur la structure du verger en 2007¹.

La productivité du travail (valeur ajoutée par actif) des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées avec 14 000 € par unité de travail annuel est en retrait par rapport à la moyenne française (26 000 €). Et le décrochage est élevé pour les exploitations de grandes cultures de Midi-Pyrénées (8 500 €) en comparaison de la moyenne française (25 000 €) ou de celle des exploitations de la région Centre (27 000 €).

Cependant, le rendement économique² de l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées est légèrement supérieur à la moyenne française car la part des subventions dans l'excédent brut est plus élevée : 70 % contre 50 % pour l'ensemble des exploitations françaises.



1 : Source : Agreste Midi-Pyrénées – Données n°45 : Modernisation du verger de pommiers, février 2008

2 : Rendement économique brut : Excédent brut d'exploitation (EBE) / Production

Définitions

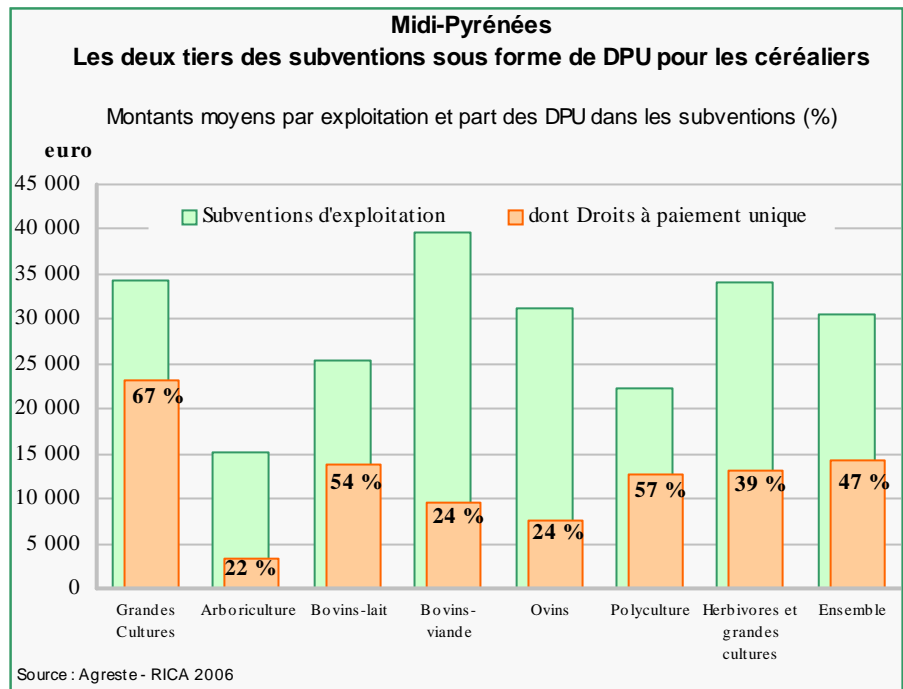
Capacité d'autofinancement : résultat d'exploitation augmenté de la dotation aux amortissements

Fonds de roulement : différence entre actifs stables et capitaux permanents

Besoin en fonds de roulement : stocks circulants + valeurs réalisables à C.T - dettes à C.T (sauf crédits de trésorerie bancaires)

DPU par exploitation : inférieurs de 30 % à la moyenne française

En 2006, les accords de Luxembourg sur la politique agricole commune (PAC) ont institué un découplage partiel des aides liées à la production et mis en place un dispositif de droits à paiement unique (DPU). Le montant moyen des DPU régionaux par exploitation s'élève à 14 200 €, soit 30 % de moins que la moyenne nationale (20 200 €). Le montant des DPU est fortement lié à l'orientation technico-économique des exploitations, en raison du maintien différencié des aides couplées pour certaines productions. Pour les exploitations céréalières, dont les subventions sont les plus découplées, le montant atteint 23 100 €, pour les éleveurs bovins-viande et ovins, il est respectivement de 9 500 et 7 500 €. L'ensemble des subventions perçues s'élève en moyenne à 30 400 € par exploitation en Midi-Pyrénées, soit 70 % de l'excédent brut d'exploitation. Les élevages bovins-viande sont en tête avec 39 500 €, suivis



par les exploitations céréalières (34 400 €) et celles en polyculture-élevage (34 200 €).

■ DRAF - Srise - Serge Ladois

Zoom sur le revenu

Hausse généralisée du revenu sauf dans les élevages laitiers

Les cours des céréales ont commencé à enregistrer dès 2006 une hausse significative, liée à une offre inférieure à la demande du marché mondial. Pour l'ensemble des exploitations, le résultat moyen par exploitation (RCAI) est en hausse de 30 % en 2006 (champ constant). Celui des exploitations en grandes cultures (céréales et oléoprotéagineux) a connu une progression de 29 %, gommant les mauvais résultats de 2004 et 2005. Comparé à 2005, le marché des fruits a été particulièrement porteur avec des prix soutenus notamment pour la pomme. Par rapport à 2005, le ré-

sultat des exploitations fruitières (37 800 €) a plus que triplé, et là aussi compense les très mauvais résultats de 2004 et 2005. La poursuite de la progression en 2006 des cours des animaux maigres et des bovins en général a contribué à l'augmentation significative (+ 32 %) du revenu des éleveurs bovins-viande. D'autant que les cours des aliments du bétail n'avaient pas encore suivi en 2006 le décollage du cours des céréales. Par ailleurs, les subventions d'exploitation ont augmenté en moyenne de 17 % dans les élevages bovins-viande de la région. Pour les

élevages laitiers ovins concentrés sur la zone de production du Roquefort, l'augmentation des volumes de lait livré à l'industrie, ainsi que le maintien d'un niveau élevé de rémunération du lait aux producteurs ont contribué à une augmentation du résultat (+ 37 %). De leur côté, les élevages ovins spécialisés dans la production de viande ont enfin connu une augmentation de 8 % de leur revenu. Seule ombre à ce tableau, les éleveurs bovins-lait de Midi-Pyrénées, confrontés à une baisse du prix du lait (- 4 %) enregistrent encore en 2006 une dégradation de leur revenu (- 12 %).

Le RICA

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles. Réalisé dans les vingt-cinq États membres selon des définitions et des règles communes, il permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne.

En France, l'échantillon observé en 2006 regroupe 7 344 exploitations. Le champ couvert correspond aux 346 219 exploitations d'au moins 12 ha équivalent blé (plus de 8 UDE).

En Midi-Pyrénées, l'échantillon est de 479 exploitations, permettant de donner des résultats représentatifs pour les huit principaux systèmes de production. Il couvre un champ de 31 367 exploitations en 2006. Les comparaisons inter annuelles sont réalisées sur un échantillon constant de 411 exploitations.

Moyennes par exploitation pour les principaux systèmes de production (unité monétaire : millier d'euros)	France		Midi-Pyrénées							
	Ensemble France	Ensemble Midi-Pyrénées	Grandes cultures	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Ovins lait	Ovins viande	Poly-culture	Herbivores et agriculture générale
Nombre d'exploitations de l'échantillon	7 346	479	157	28	34	54	43	32	36	30
Nombre d'exploitations représentées	338 520	31 637	8 204	1 142	2 649	5 881	2 768	1 854	2 818	3 058
Part de chaque catégorie (%)	///	100	25,9	3,6	8,4	18,6	8,7	5,9	8,9	9,7
CARACTERISTIQUES PHYSIQUES										
Surface agricole utilisée (en hectares)	77,0	69,3	85,6	28,4	56,0	74,4	65,1	88,4	56,4	67,7
dont SAU en fermage	60,9	45,6	64,5	17,8	30,7	43,8	38,9	48,7	35,1	39,3
dont Surface en céréales	25,0	20,6	44,7	3,3	10,6	5,4	11,9	9,0	24,7	21,1
Surface en cultures industrielles	8,6	7,6	23,4	1,0	0,0	0,1	0,0	0,2	6,1	3,7
Surface fourragère principale	33,7	31,9	6,6	1,9	43,8	62,6	52,9	55,9	13,1	39,4
Effectifs animaux (UGB*)	68,9	51,4	7,0	0,7	61,4	80,6	61,4	98,5	32,1	66,1
dont Bovins	41,9	29,1	3,5	0,7	59,9	80,1	5,5	6,2	14,3	49,8
Ovins	4,2	12,2	0,8	0,0	0,3	0,5	55,3	91,0	0,6	9,1
Nombre d'UTA **	2,0	1,7	1,4	4,0	1,6	1,3	1,7	1,6	2,0	1,4
dont UTA non salariées	1,4	1,4	1,3	1,5	1,6	1,2	1,6	1,6	1,5	1,4
FINANCEMENT ET ELEMENTS DU BILAN										
Fonds de roulement net	83,5	56,4	54,8	75,4	40,9	57,0	45,1	39,9	61,5	69,2
Capacité d'autofinancement	57,0	41,3	33,9	59,9	42,4	41,9	53,1	31,1	40,5	43,6
- Prélèvements privés	31,6	21,9	16,1	24,8	30,7	22,9	31,0	15,5	17,6	18,8
= Autofinancements	25,4	19,4	17,8	35,1	11,7	19,0	22,1	15,6	22,9	24,8
Actif immobilisé	212,9	185,4	130,3	147,0	214,5	218,2	222,7	173,0	196,8	228,7
Actif circulant	121,1	81,1	78,5	117,6	61,1	74,7	63,7	56,8	82,8	84,8
dont stocks	73,6	38,9	28,4	24,6	29,5	46,7	22,8	24,2	46,9	41,4
Capitaux propres	211,2	183,1	146,2	157,5	192,0	218,1	193,0	151,2	192,8	255,7
Endettement total	123,8	83,6	62,9	107,5	83,6	74,9	94,2	78,7	87,3	57,7
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION										
Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	132,0	85,6	69,7	171,4	85,1	52,3	95,5	48,7	98,9	67,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
- Charges d'approvisionnement	44,9	32,4	30,6	29,6	30,1	19,5	33,6	24,1	33,4	29,6
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	36,2	29,2	27,4	50,9	30,7	22,3	28,1	22,2	31,7	23,6
= Valeur ajoutée hors fermage	51,2	24,1	11,9	91,2	24,3	10,5	33,8	2,4	34,0	14,3
+ Subventions d'exploitation	29,5	30,4	34,4	15,0	25,5	39,5	27,7	34,9	22,2	34,2
+ Indemnités d'assurances	1,3	1,2	1,3	2,1	1,2	0,5	0,9	0,8	0,5	2,5
- Fermage	9,8	6,1	8,5	5,6	5,2	5,0	4,5	3,4	6,2	3,9
- Impôts	1,8	1,4	1,8	1,4	0,9	0,9	0,8	0,8	1,3	1,4
- Charges de personnel salarié	10,1	4,9	2,5	39,1	0,2	0,9	1,1	0,5	6,0	1,0
= Excédent brut d'exploitation	60,5	43,2	34,8	62,2	44,7	43,9	56,0	33,3	43,3	44,6
+ Transfert de charges et aut. Produits	0,4	0,2	0,3	1,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,2
- Dotation aux amortissements	24,4	19,7	16,6	22,8	19,5	16,6	23,4	17,7	23,3	21,0
= Résultat d'exploitation	36,5	23,8	18,7	40,9	25,2	27,4	32,7	15,6	20,4	23,9
+ Produits financiers	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
- Charges financières	4,2	2,7	2,0	3,5	2,7	2,2	3,0	2,5	3,1	2,0
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	32,6	21,4	17,0	37,8	22,7	25,2	29,7	13,1	17,4	22,2
+ Profits et charges exceptionnels (cessions actifs-quote part subv. invest.)	4,1	0,5	5,0	7,1	4,6	3,3	2,9	3,5	9,8	5,8
= Résultat de l'exercice	36,9	26,2	22,0	44,9	27,3	28,6	32,6	16,6	27,2	28,0
Charges sociales de l'exploitant	8,3	5,8	5,4	5,9	6,6	5,5	7,7	4,5	6,1	4,7
SUBVENTIONS										
Aides-PAC végétale	3,3	2,9	7,2	0,4	1,7	0,7	0,9	0,7	3,0	2,4
Aides-Vaches allaitantes	2,8	3,9	0,7	0,2	0,4	13,4	0,8	1,0	1,8	9,2
Autres aides PAC animale	1,5	2,1	0,2	0,0	1,1	3,8	3,9	7,7	0,3	2,4
Aides environnement et hand. géograph.	3,1	4,9	1,3	0,6	5,1	8,2	10,1	13,3	2,4	4,5
Autres aides (y compris DPU)	18,8	16,7	25,0	13,9	17,2	13,5	12,1	12,2	14,7	15,7

Source : Agreste - RICA : Résultats définitifs 2006

* UGB : Unité gros bétail - 1 UGB équivaut à une vache laitière, un ovin correspond à 0,15 UGB

** UTA : Unité de travail annuel - une UTA équivaut à la quantité de travail fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Pour en savoir plus :

- Résultats nationaux et régionaux 2006 : tableaux disponibles au Srise, Agreste Chiffres et données n° 195 - RICA France - Tableaux standards 2006 nationaux, février 2008
- Résultats nationaux et régionaux : www.agreste.agriculture.gouv.fr (rubriques : - en région - Midi-Pyrénées - Enquêtes - Données en ligne)
- Résultats européens du RICA : <http://europa.eu.int/comm/agriculture/rica>



Agreste : la statistique agricole

© Agreste 2008

Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique et économique

Cité administrative Bât. E - Bd Armand Duportal
 31074 Toulouse Cédex Tél : 05.61.10.61.56
 Mèl : srise.draf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

Directeur de la publication : Jean-Claude Teurlay
 Rédaction : Serge Ladois
 Composition : Dominique Aymard
 Impression : DRAF- Srise

Dépôt légal : à parution ISSN : 0246-1803
 Prix : 2,50 € (gratuit à l'unité)

www.draf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr